

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 30/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ACLV**

ZI de Montifault  
111 rue Joseph Cugnot  
85700 Pouzauges

Références : 23-1691 nc  
Code AIOT : 0058502322

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 dans l'établissement ACLV implanté ZI de Montifault 111 rue Joseph Cugnot 85700 Pouzauges. L'inspection a été annoncée le 26/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est faite dans le cadre du Plan de Programmation des Contrôles

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACLV
- ZI de Montifault 111 rue Joseph Cugnot 85700 Pouzauges
- Code AIOT : 0058502322
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ACLV est un abattoir de lagomorphes affilié à la SAS Loeul et Pirirot située au 3, rue Jean Devaux à THOUARS (79101 Cedex).

Une baisse d'activité touche la production depuis plusieurs années (constat national sur cette filière en raison d'une baisse de consommation de viande de lapins)

L'installation est réglementée par une autorisation au titre de la rubrique 2210.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des Eaux et des rejets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.1.3	/	Sans objet
7	Réseaux	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14	/	Sans objet
8	Prévention des pollutions accidentelles DéclarationC uvette de rétention	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.4.1	/	Sans objet
9	prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.4.2	/	Sans objet
11	Réseau de canalisation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25	/	Sans objet
12	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.5.4	/	Sans objet
13	Pré-traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rubriques	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 1.2	/	Sans objet
2	Prélèvement	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.1.1	/	Sans objet
3	Gestion de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.2.2	/	Sans objet
4	Rejet	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.1.2	/	Sans objet
6	Réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.1.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Retention des stockages de déchet et de sous-produit	Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.4.3.4	/	Sans objet
14	Rejet direct	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 27	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'organisation des réseaux séparatifs d'eaux usées et d'eaux pluviales n'est pas complètement établies et notamment au niveau de zones fonctionnant en Bypass et des zones destinées à assurer la rétention des eaux d'extinction d'incendie ou de pollution. Le site ne dispose pas de procédure ni de plan pour la mise en oeuvre des modalités de confinement des eaux susceptibles d'être polluées. Des produits présentant un danger pour l'environnement ne sont pas identifiés ou ne sont pas associés à des dispositifs de rétention.

La surveillance des rejets d'eaux pluviales n'est pas réalisées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rubriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations répertoriées dans la nomenclature
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Capacité d'abattage : 47 tonnes de carcasses maximum par jour en pointe (A) Capacité de préparation/conserver de produits alimentaires d'origine animale par découpage : 32 tonnes/jour de produits entrants (E)
<b>Constats :</b> La production d'abattage journalière moyenne depuis 2020 varie entre 11 et 12,15 tonnes de carcasses abattues. Les capacités de découpe et préparation sont inférieures aux volumes maximum de produits entrants. Les données précises ont été communiquées après l'inspection : les volumes de découpe varient de 1200 à 1500 tonnes par an depuis 2020 soit une moyenne journalière de 5,8 à 4,6 T/J.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'approvisionnement en eau provient du réseau public Autre ressource
<b>Constats :</b> Le site est uniquement approvisionné par le réseau d'eau potable. Il n'y a pas de recyclage d'eaux usées pour le site ni d'utilisation d'eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Gestion de la ressource en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> .Les volumes consommés mensuellement sont consignés sur un registre et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le niveau maximum de consommation lié aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogrammes de carcasse
<b>Constats :</b> Les consommations d'eau sont suivies et enregistrées de façon hebdomadaire pour l'année en cours et reportées mensuellement dans un tableau. La consommation maximale de 6 litres par kilogramme de carcasse est respectée (sans distinction de la partie découpe, la moyenne annuelle varie de 2,74 m3/t de carcasse en 2020 à 3,74 m3/t en 2022 ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions de rejet au milieu naturel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets se font dans les conditions suivantes : - Eaux pluviales non souillées : Réseau EP > Réseau EP communal - Eaux vannes : Réseau EU > Réseau communal (station d'épuration de la commune de Pouzauges) - Eaux Industrielles : Réseau EU (station de pré-traitement de l'abattoir SAS ACLV) > Réseau communal (station d'épuration de la commune de Pouzauges) Milieu récepteur : le ruisseau « Le Grand Vau »
<b>Constats :</b> Les rejets se font dans les conditions conformes à l'arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejets et équipements de traitement intermédiaires sont régulièrement visités et nettoyés
<b>Constats :</b> La station de pré-traitement, située dans le local sous-produits, est nettoyée quasi quotidiennement par l'agent qui gère les sous-produits (tamiseur, canal, zone de refus de tamisage).  L'ancien canal de mesure contient de nombreux débris ou déchets dont la nature n'a pas été déterminée.  Le dégrilleur extérieur est vidé et nettoyé régulièrement. Il n'y a pas d'enregistrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements des points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En tant que de besoin, les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre des contrôles de rejets dans de bonnes conditions.  En particulier, sur chaque canalisations de rejets d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluant...)
<b>Constats :</b> Le point de contrôle des eaux industrielles se situe au niveau de la station de pré-traitement. Le contrôle du volume journalier des rejets des eaux industrielles se fait quotidiennement. Le préleveur automatique dédié à la surveillance des paramètres des rejets est mis en place mensuellement (à la fréquence des contrôles).  Les eaux vannes rejoignent les eaux industrielles en aval du point de surveillance des eaux industrielles. L'ensemble des eaux usées transitent par un poste de relevage extérieur muni d'un dégrillage avant l'envoi vers la station d'épuration communale.  Le point de rejet des eaux pluviales se situe au niveau d'une bouche enterrée en limite du site. Les eaux sont ensuite canalisées vers le réseau communal d'eaux pluviales jusqu'à un bassin d'orage communal. L'emplacement du bassin d'orage communal n'a pas été indiqué lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un plan des réseaux séparatifs. Le fonctionnement et l'usage de certains avaloires notamment en bipass (réseau d'eaux pluviales et réseau d'eaux usées), n'ont pas été clairement établis.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles Déclaration Cuvette de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution de l'air, des eaux ou des sols.  Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.
<b>Constats :</b> Une cuve contenant de l'AdBlue est entreposée à l'extérieur au dessus d'une zone enherbée sans dispositif de rétention.  Une cuve sans rétention sur la zone de récupération des eaux pluviales présente une étiquette de produits de désinfection. Elle contient de l'eau selon la responsable qui accompagne l'inspection.  L'étiquetage de produits liquides ou dangereux pour l'environnement (fioul pour l'approvisionnement des chariots élévateurs, AdBlue...) n'est pas présent.  Un bac de récupération de déchets organiques (déchets de dégrillage) est entreposé à l'extérieur sur une zone de récupération d'eaux pluviales sans avoir été nettoyé.  Les eaux polluées d'incendie sont destinées à être confinées en partie sur le site industriel mais également dans le bassin d'orage de la ZI de Montifaut à Pouzauges. La présence d'obturateurs sur les avaloires d'eaux pluviales au niveau des zones de rétention naturelle n'est pas confirmée et les modalités de mise en œuvre du confinement ne sont pas précisées par une procédure. Un plan pour situer les zones de confinement (interne et externe) et indiquer la volumétrie de chaque zone de confinement correspondant au dimensionnement de la rétention nécessaire pour le site n'est pas établi.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux entrés à l'abattoir est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de pré-traitement de l'établissement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'aire de nettoyage et désinfection des camions présente des souillures aux abords sur la partie enherbée.</p> <p>Cette zone présente des avaloires d'eaux pluviales et des avaloires d'eaux usées. Le changement d'usage se fait lorsque le site est en production ou à l'arrêt au moyen d'un dispositif bipass. Les circuits des eaux pluviales et usées ainsi que le fonctionnement en bipass n'ont pas été clairement établis (cf constats article 14 de l'AM du 30/04/2004).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Retention des stockages de déchet et de sous-produit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets et sous-produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.</p> <p>Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.</p> <p>L'aire réservée aux crottes de lapin est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station d'épuration de l'établissement.</p>
<p><b>Constats :</b> Les déchets et sous-produits (C2 et C3) sont conservés en bâtiment fermé à 5-6°C. Les déchets de dégrillage sont évacués 2 fois par semaine vers l'équarrissage avec les déchets C2.</p> <p>Le laveur des cages de transport des lapins permet la récupération des crottes. Ces déchets sont stockés en benne avant d'être transportés sur le site de Thouars pour être envoyés à l'équarrissage.</p> <p>Les sous-produits sont évacués tous les jours d'abattage. Aucune odeur n'a été observée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les canalisations de transport sont adaptées à la nature des effluents qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. L'exploitant identifie les canalisations qui nécessitent un curage régulier, propose un planning de curage et prévoit la filière d'élimination de ces boues de curage.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant et régulièrement mis à jour. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les canalisations d'eaux usées sont entretenues annuellement jusqu'au pompage de la fosse de relevage du pré-traitement. Le dernier hydro-curage du réseau des eaux usées a été effectué le 01/06/2023.</p> <p>Le site dispose d'un plan des réseaux séparatifs et des outils de pré-traitement des eaux usées. Ce plan ne précise pas la nature des bouches ou avaloires.</p> <p>La zone basse du site (entrée/sortie des camions, quai d'expédition, enlèvement des déchets organiques), n'est pas raccordée au débourbeur-déshuileur avant le rejet vers le réseau pluvial communal.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2016, article Article 4.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales non souillées sont collectées séparément des autres types d'effluents et rejetées vers le réseau pluvial communal en respectant les valeurs limites suivantes après avoir été débarrassées des débris solides :  - Températures &lt; à 30 °C  PH compris entre 5,5 et 8,5  MEST &lt; 35 mg/l  DCO &lt; 125 mg/l  Hydrocarbures totaux &lt; 10 mg/l</p> <p>Une analyse annuelle est réalisée sur un échantillon ponctuel. Le résultat de ce contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations calssées.</p> <p>Pour respecter ces objectifs, un équipement (débourbeur-déshuileur) est installé sur les aires de circulation et stationnement et récolte les eaux de ruissellement avant leur rejet au réseau d'eaux pluviales. Cet équipemet doit être vidé par une société spécialisée autant que nécessaire et leur bon fonctionnement vérifié. Les justificatifs des interventions sont conservés.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le point de rejet des eaux pluviales est contrôlé visuellement, le sable accumulé est enlevé à la pelle.</p> <p>L'analyse annuelle des rejets n'est pas faite depuis plusieurs années.</p> <p>Le site dispose d'un débourbeur déshuileur. La partie basse du site au niveau des quais d'expédition, de la zone de sortie des déchets et du portail de circulation des camions, n'est pas raccordée au débourbeur déshuileur (cf point précédent).</p> <p>Le dernier entretien du débourbeur déshuileur a été effectué en 2017. L'ouvrage présente une irisation sur l'eau de surface.</p> <p>De nombreuses traces de fuites d'hydrocarbures sont présentes sur la zone de stationnement des camions et sous les chariots élévateurs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage et un dégraissage. Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduelles qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.</p> <p>Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dispositif de pré-traitement installé sur une plate-forme bétonnée a été entièrement couvert et fermé. Il est composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un poste de relevage des eaux usées (industrielles et de lavage)</li> <li>- d'un dégrillage avec récupération des déchets de dégrillage</li> <li>- d'un flottateur-décanteur avec aération et récupération des graisses flottées et des boues du décanteur</li> <li>- d'un débitmètre électromagnétique avec débit maximal journalier.</li> <li>- d'un tamisage capoté au niveau du poste de relevage avant l'envoi au réseau communal d'assainissement avec récupération des déchets.</li> </ul> <p>La zone de pré-traitement était en maintenance (fin de journée) lors de l'inspection. Des dépôts au sol de graisses flottées et de déchets de dégrillage ont été observés.</p> <p>De même, la présence de déchets non déterminés a été observée dans l'ancien canal de mesure qui n'est plus utilisé (cf point précédent art 4.1.3 de l'AP).</p> <p>Le dispositif de prélèvement pour la surveillance des eaux usées est installé uniquement au moment des prélèvements (1/mois) en sortie du prétraitement et avant le point de rejets des eaux vannes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Rejet direct**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Concernant les dispositions générales pour la fixation des valeurs limites d'émissions dans l'eau, les dispositions de l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de : <ul style="list-style-type: none"><li>– compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;</li><li>– suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).</li></ul> Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration ou en rendement indiquées en annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les valeurs limites d'émissions des rejets d'effluents dans l'eau après pré-traitement sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet